



PRÉFÈTE DE LA CÔTE D'OR

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Bourgogne-Franche-Comté
Unité Départementale de Côte-d'Or

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

PORTANT MISE EN DEMEURE

**SCP Véronique THIEBAUT agissant en qualité
de liquidateur judiciaire de la société SPTP**

Commune de SAINT-USAGE (21170)

LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION BOURGOGNE – FRANCHE-COMTE
PRÉFÈTE DE LA CÔTE-D'OR
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VUS ET CONSIDÉRANTS

Vu le Code de l'environnement, et notamment ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L. 511-1, L.512-6-1, L.514-5, L.541-2, L.541-32 et R.512-39-1 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 1^{er} septembre 1988 et les arrêtés préfectoraux complémentaires du 17 janvier 2001, du 7 novembre 2008, du 29 décembre 2010 et du 20 novembre 2013, autorisant la société SPTP SAS à exercer ses activités relevant de la nomenclature des installations classées à Autorisation sur le territoire de la commune de SAINT-USAGE (21170) ;

Vu le jugement du 29 novembre 2016 rendu par le Tribunal de Commerce de DIJON prononçant la résolution du plan de redressement, la liquidation judiciaire et désignant liquidateur la Scp Thiebaut Véronique 5, rue Docteur Chaussier - 21000 DIJON ;

CONSIDÉRANT que les installations anciennement exploitées par la société SPTP SAS sur le territoire de la commune de Saint Usage sont soumises à autorisation préfectorale au titre de la législation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) ;

CONSIDÉRANT que le jugement du 29 novembre 2016 a entraîné la mise à l'arrêt définitive et effective de ces installations ;

CONSIDÉRANT que l'article R.512-39-1 du Code de l'Environnement prévoit des dispositions particulières lors de l'arrêt définitif des installations soumises à autorisation préfectorale au titre des ICPE ;

« I.- Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R.512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.

II.- La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :

- L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, gestion des déchets présents sur le site ;
- Des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- La surveillance des effets de l'installation sur son environnement » ;

III.- En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et qu'il permette un usage futur déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3. »

CONSIDÉRANT qu' à ce jour la notification au préfet prescrite par les alinéas I et II de l'article R. 512-39-1, rappelés ci-dessus, n'a pas été effectuée ;

CONSIDÉRANT que plusieurs activités exercées sur le site (stockages de déchets et de produits dangereux) sont de nature à avoir entraîné des pollutions des sols qui peuvent porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 ;

CONSIDÉRANT que selon les dispositions de l'article L.171-8 du Code de l'environnement, « en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. ... » ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de la Côte d'Or ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : OBJET

La SCP Véronique THIEBAUT, agissant en qualité de liquidateur judiciaire de la SPTP, **est mise en demeure**, pour le site anciennement exploité par la société SPTP SAS sur le territoire de la commune de SAINT-USAGE (21170) de procéder à la remise en état prévue à l'article L. 512-6-1 du Code de l'environnement.

A cette fin, les délais pour respecter cette mise en demeure sont les suivants :

- **dans un délai d'un mois** : de mettre en œuvre les dispositions prévues par les alinéas I et II de l'article R. 512-39-1 du Code de l'environnement pour assurer et justifier de la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :
 - l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et des déchets présents sur le site, notamment les cendres de combustion produites par la chaudière biomasse ;
 - des interdictions ou limitations d'accès au site ;
 - la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
 - la surveillance des effets de l'installation sur son environnement ;
 - la notification au préfet de l'ensemble des mesures prises pour assurer cette mise en sécurité.
- **dans un délai de trois mois** : de notifier au préfet des mesures prises ou prévues pour assurer, conformément aux dispositions des articles L.512-6-1 et R. 512-39-1 alinéa III, le placement du site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R.512-39-2 et R. 512-39-3 ; ces mesures devront notamment comprendre la réalisation d'un diagnostic environnemental comprenant un diagnostic de l'état des sols et du sous-sol ;

Les délais fixés au présent article courent à compter de la date de notification du présent arrêté.

ARTICLE 2 : SANCTIONS

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L. 171-7 du Code de l'environnement, les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du même code ; ainsi que la fermeture ou la suppression des installations ou la cessation définitive des travaux.

ARTICLE 3 : VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

Conformément à l'article L. 514-6 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de DIJON (21000) sis 22 rue d'Assas, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

ARTICLE 4 : EXÉCUTION

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Côte d'Or, M^{me} la Sous-préfète de BEAUNE, M. le Maire de SAINT-USAGE, M le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la Bourgogne-Franche-Comté et la SCP Véronique THIEBAUT sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté dont une copie sera notifiée à :

- M le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la Bourgogne-Franche-Comté ;
- M. le Directeur des Archives Départementales ;
- la SCP Véronique THIEBAUT ;
- M. le Maire de SAINT-USAGE.

Fait à DIJON, le **26 JAN. 2017**

LA PRÉFÈTE
Pour la Préfète et par délégation
Le Secrétaire Général,


Serge BIDEAU

